



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

Délégation pour les relations avec les pays du Mercosur

**RAPPORT DU DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENT JEAN-PIERRE AUDY
SUR LA VISITE D'UN GROUPE DE TRAVAIL AU BRÉSIL
(BRASILIA ET RECIFE)
DU 27 AU 31 OCTOBRE 2013**

I INTRODUCTION

Un groupe de travail (GT) de la délégation pour les relations avec les pays du Mercosur (DMER) s'est rendu au Brésil (Brasilia et Recife), du 27 au 31 octobre 2013.

Le GT, présidé par le député Jean-Pierre **AUDY** (PPE, France), deuxième vice-président de la DMER, était également composé des députés Petru Constantin **LUHAN** (PPE, Roumanie), Edite **ESTRELA** (S&D, Portugal), Wolfgang **KREISSL-DORFLER** (S&D, Allemagne), Liam **AYLWARD** (ALDE, Irlande) et George Sabin **CUTAS** (S&D, Roumanie), rapporteur de la commission du commerce international pour le suivi des négociations commerciales relatives à l'accord d'association UE-Mercosur.

II BRASILIA (27-29 octobre 2013)

1. Réunions interparlementaires

1.1. Réunion avec le député Nelson Pellegrino, président de la commission des relations extérieures et de la défense nationale de la Chambre des députés

M. Nelson **Pellegrino**, président de la commission des relations extérieures et de la défense nationale de la Chambre des députés, accompagné des députés Eduardo **Azeredo**, **Vieira da Cunha** et Jacqueline **Roriz** souhaite la bienvenue au GT.

Dans son introduction, le député Jean-Pierre **Audy**, président du GT, informe les personnes présentes qu'en l'absence du député Luis Yáñez-Barnuevo, président de la DMER, due à des motifs de santé, il a l'honneur de présider ce GT puis procède à la présentation des autres membres du groupe. Le vice-président évoque ensuite les négociations entre l'Union européenne et le Mercosur visant à conclure un accord d'association et salue l'imminence de l'échange d'offres prévu pour la fin 2013. Il rappelle également que le Parlement européen est intéressé par la mise en place d'un dialogue structuré régulier avec le Congrès brésilien, conformément aux dispositions du partenariat stratégique UE-Brésil et du plan d'action conjoint de celui-ci. Ce forum de dialogue régulier permettrait de surveiller la mise en œuvre du plan d'action conjoint du partenariat stratégique, de soumettre des recommandations aux sommets UE-Brésil et de promouvoir l'échange des méthodes de travail parlementaires.

Les députés brésiliens présents expriment leur soutien à la conduite des négociations sur l'accord d'association, tout en déplorant le manque de succès du Mercosur en ce qui concerne la conclusion d'accords de libre-échange avec des pays tiers. Jusqu'à présent ce type d'accord n'a été conclu qu'avec Israël et la Palestine. Ils soutiennent également la mise en place du dialogue structuré régulier entre le Parlement européen et le Congrès brésilien, qui profiterait des liens historiques et culturels communs, et ajoutent que les organes exécutifs brésilien et européen devraient être invités à présenter l'état d'avancement du partenariat stratégique dans le cadre des réunions du forum parlementaire souhaité.

1.2. Réunion avec la sénatrice Ana Amelia Lemos, membre de la commission des relations extérieures et de la défense nationale du Sénat fédéral

Après les traditionnels souhaits de bienvenue et la présentation des membres du GT, la sénatrice Ana Amélia **Lemos** et les députés européens présents échangent des informations sur la composition et l'organisation de leurs parlements respectifs. La sénatrice Ana Amélia souligne que le Sénat et la Chambre des députés disposent tous deux de l'initiative législative, et indique que la Chambre compte 513 députés et le Sénat 81 sénateurs et que les élections de 2014 ont pour objectif d'élire le président de la République, et de renouveler la Chambre des députés, les gouverneurs des 27 États fédéraux et un tiers des sénateurs.

1.3. Déjeuner de travail avec le député Sebastião Bala Rocha, président du groupe parlementaire d'amitié UE-Brésil

Le député Sebastião **Bala Rocha**, président du groupe parlementaire d'amitié UE-Brésil, a invité les membres du GT de la DMER à un déjeuner. Ce repas a permis d'aborder des thèmes tels que le futur échange d'offres dans le cadre des négociations UE-Mercosur en vue d'un éventuel accord d'association (AA) et la nécessité de mettre en place un dialogue structuré régulier entre le Congrès brésilien et le Parlement européen, conformément aux dispositions du partenariat stratégique UE-Brésil et de son plan d'action conjoint. En conclusion, le député Sebastião **Bala Rocha** exprime sa satisfaction à l'égard de la future visite de hauts fonctionnaires du Parlement européen, qui permettra de renforcer les contacts entre les administrations dudit parlement et du Congrès brésilien.

2. Réunions avec le gouvernement brésilien

2.1. Rencontre avec le sous-secrétaire chargé des relations extérieures, l'ambassadeur Carlos António Paranhos

M. Carlos **Paranhos** commence son discours en expliquant que l'absence du ministre des Affaires étrangères est due au fait qu'il accompagne la présidente Dilma Rousseff à l'occasion d'un voyage en dehors de Brasília.

M. Carlos **Paranhos** évoque ensuite successivement la situation intérieure du Brésil et les relations UE-Brésil. En ce qui concerne la première, le Brésil a connu un développement social et économique considérable ces dernières années en raison des politiques sociales, économiques et fiscales cohérentes qui ont été mises en place. Cette mission des récents gouvernements n'est pas encore entièrement accomplie, comme le prouve la contestation sociale de juin 2013. Le gouvernement n'a pris aucune mesure répressive à l'encontre des manifestants et les mesures coercitives employées ont toujours respecté les principes démocratiques et les droits de l'homme.

M. Carlos **Paranhos** souligne l'importance des relations entre le Brésil et l'Union européenne, en rappelant les valeurs communes qui unissent les deux côtés de l'Atlantique, et réitère le soutien du gouvernement brésilien à la conclusion d'un accord d'association (AA) UE-Mercosur qui soit équilibré et mutuellement avantageux. Il rappelle que, contrairement aux

premières années de négociations concernant l'AA, il existe désormais une réelle volonté politique de parvenir à un compromis. Le Brésil a déjà arrêté sa position par rapport à l'offre que le Mercosur devrait présenter à l'Union européenne avant fin 2013, et il espère que celle-ci a également arrêté la sienne, de manière à ce que l'échange d'offres prévu puisse avoir lieu. Il indique également que le Paraguay et l'Uruguay, très intéressés par l'AA, sont également prêts et que l'Argentine a promis d'apporter sa contribution rapidement. M. Carlos **Paranhos** signale également que le Venezuela est en train d'intégrer l'"acquis" du Mercosur et ne participera pas aux négociations. Il conclut que, suite à l'échange d'offres, qui devrait avoir lieu avant fin 2013, l'accord pourrait être conclu courant 2014.

Interviennent les députés suivants: Jean-Pierre **Audy**, Liam **Aylward**, Edite **Estrela**, George **Cutas**, Petru **Luhan** et Wolfgang **Kreissl-Dörfler**.

2.2. Rencontre avec le secrétaire chargé des affaires internationales auprès du ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur, l'ambassadeur Rubens Gama

Dans son introduction, M. **Rubens Gama** rappelle les trois étapes récentes que le Brésil a parcourues: le retour à la démocratie des années 80, l'équilibre macro-économique atteint dans les années 90 et le défi social des premières années du XXI^e siècle. Les réponses apportées par les gouvernements successifs ont permis d'atteindre un niveau d'emploi élevé (notamment chez les personnes ayant une formation), une inflation maîtrisée et des taux de croissance raisonnables (2,5 %).

M. **Rubens Gama** commente aussi la position du Brésil dans le monde et ses relations avec l'Union européenne. Le désir d'insertion manifesté par le Brésil vis-à-vis de l'économie mondiale passe par le commerce et l'investissement direct. Il estime que la relation entre le Brésil et l'Union européenne est dans une phase très prometteuse. Toutefois, un éventuel accord d'association avec l'Union européenne doit être conclu dans le cadre du Mercosur. M. **Rubens Gama** précise que la contribution du Brésil à l'échange d'offres est prête et que le gouvernement est conscient de devoir faire des concessions. Dans l'Union, au Brésil et dans d'autres pays du Mercosur des voix s'élèveront pour manifester leur désapprobation. Il appartiendra aux gouvernements d'exprimer une volonté politique et d'exercer l'arbitrage nécessaire.

En conclusion, M. **Rubens Gama** évoque le partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Brésil et la nécessité pour ce dernier d'accéder non seulement à de nouveaux marchés mais également à la coopération technologique.

Interviennent les députés suivants: Jean-Pierre **Audy**, Edite **Estrela**, George **Cutas**, Petru **Luhan** et Liam **Aylward**.

3. Réunions avec d'autres entités

3.1. Réunion avec des représentants du milieu universitaire

Le GT a tenu une réunion avec trois membres éminents du monde universitaire: la professeure Leila **Bijos** de l'Université catholique de Brasilia, le professeur Eiti **Sato**, directeur du département des relations internationales de l'Université de Brasilia et le professeur Mansueto **Almeida**, chercheur à l'Institut des sciences économiques. Les trois universitaires ont axé leurs interventions sur deux thèmes: la situation politique, économique et sociale du Brésil et les négociations entre l'Union européenne et le Mercosur en vue de parvenir à un accord d'association.

Les points dominant le premier sujet ont été les suivants:

- la Fédération brésilienne est moins efficace que la Fédération américaine;
- la situation politique du Brésil est meilleure que celles des autres pays BRIC (Chine, Inde, Russie);
- le Brésil continue de connaître de grandes disparités socio-économiques entre le Nord et le Sud;
- le prochain gouvernement brésilien devra se montrer plus favorable au monde des affaires et moins protectionniste;
- la croissance du Brésil ne pourra se poursuivre sans la mise en place de réformes;
- le crédit à la consommation ne permet plus d'alimenter la croissance;
- le déclin démographique contraindra le Brésil à importer de la main-d'œuvre;
- le Brésil connaît une ascension de sa classe moyenne inférieure, qui n'hésite pas à revendiquer.

Le second thème a mis en exergue les points suivants:

- les hommes d'affaires font preuve d'un grand intérêt à l'égard de l'AA UE-Mercosur;
- les élections de 2014 n'ont pas eu de répercussions sur les négociations de l'AA;
- il est plus difficile de parvenir à un accord au sein d'un groupe qu'entre deux parties;
- le Mercosur, malgré son importance, a conclu des accords avec deux États seulement: Israël et la Palestine.

Interviennent les députés suivants: Jean-Pierre **Audy**, Edite **Estrela**, George **Cutas** et Petru **Luhan**.

3.2. Réunion avec des organisations de la société civile brésilienne

Les membres du GT ont rencontré des représentants de différentes organisations de la société civile brésilienne, à savoir: M^{me} Andrea **Azevedo** et M. Rodrigo **Zanella** (Institut de recherche environnementale d'Amazonie), M. Wellington **Pereira** (Association brésilienne des ONG), M. Cléber **Buzatto** (Conseil indigéniste missionnaire), M^{me} Aldiza **Soares** (Fondation Groupe Esquel du Brésil) et M. Raul **Telles do Valle**, coordinateur du programme de politique et de droit socio-environnemental (ISA).

Les participants à la réunion dénoncent l'intervention croissante de l'État dans la sphère de la société civile (ce qui est contraire à la constitution brésilienne) et les violations des droits des

peuples autochtones (pourtant inscrits dans cette constitution). En ce qui concerne le futur accord d'association UE-Mercosur, les représentants des organisations présentes souhaitent voir le thème du respect des droits de l'homme reconnu par les dispositions de celui-ci.

3.3. Déjeuner de travail avec des représentants de la Confédération nationale des industries (CNI) et de l'Agence brésilienne pour la promotion du commerce et de l'investissement (APEX)

Le lundi 28 octobre 2013, le **GT** de la DMER a eu un déjeuner de travail avec M. Carlos Eduardo **Abijaodi**, directeur de la CNI, et M^{me} Tatiana **Martins Porto**, représentante de l'APEX. M. Abijaodi et M^{me} Martins Porto, les deux hôtes, estiment que la relation avec l'Union européenne est une priorité pour la CNI et pour l'APEX. Ils expriment tous deux leur intérêt à l'égard du partenariat stratégique UE-Brésil, dont le prochain sommet se tiendra à Bruxelles, en février 2014, en marge du VII^e Sommet d'affaires UE-Brésil. En conclusion, ils réitèrent leur soutien aux négociations entre l'Union européenne et le Mercosur visant à la signature de l'AA.

Interviennent les députés suivants: Jean-Pierre **Audy**, George **Cutas**, Edite **Estrela** et Wolfgang **Kreissl-Dorfler**

III. RECIFE (30 et 31 octobre 2013)

1. Réunion avec des représentants de l'exécutif régional

1.1. Réunion avec MM. Gustavo Couto, secrétaire exécutif chargé de l'articulation internationale de la mairie de Recife et Rodolfo Ramires, secrétaire exécutif chargé des relations internationales de l'État du Pernambouc

Au cours de cette réunion, le GT a notamment abordé avec ses interlocuteurs, l'importance croissante de l'État du Pernambouc, dont la croissance économique est supérieure à celle de nombreux États brésiliens, le succès de la politique de l'État en matière d'attraction des investissements étrangers, le rôle toujours plus important des États et municipalités brésiliennes dans les relations étrangères du pays, le cosmopolitisme et le dynamisme de la ville de Recife, le potentiel de coopération commerciale et culturelle entre l'État du Pernambouc et l'Union européenne et les perspectives des négociations relatives à l'AA UE-Mercosur.

Interviennent les députés suivants: Jean-Pierre **Audy**, Edite **Estrela** et George **Cutas**.

2. Réunion avec des représentants du législatif régional

2.1. Rencontre avec le président de l'Assemblée législative de l'État du Pernambouc, le député Guilherme Uchoa

Le député Guilherme Uchoa évoque la traditionnelle inégalité géographique du Brésil, divisé entre la pauvreté du Nord et la richesse du Sud, en rappelant qu'elle n'est pas immuable. Depuis six ans, les réformes économiques menées par l'exécutif du Pernambouc, et en particulier par le gouverneur Eduardo de Campos, portent leurs fruits: forte hausse des investissements étrangers, construction de nombreux hôpitaux et écoles, baisse de la criminalité de 40 % au cours des six dernières années, etc. Dans ce contexte, il évoque le potentiel économique que l'AA pourrait représenter.

Interviennent les députés suivants: Jean-Pierre **Audy**, Liam **Aylward**, George **Cutas**, Edite **Estrela**, Wolfgang **Kreissl-Dorfler** et Petru **Luhan**.

3. Rencontres avec d'autres entités locales

3.1. Visite au port de Suape

Le GT a effectué une visite au complexe industriel portuaire de Suape, un des plus importants du Brésil. Le Pernambouc est l'un des États brésiliens les plus dynamiques, affichant une croissance supérieure à la moyenne nationale, et le complexe industriel portuaire de Suape est le premier contributeur au développement économique de cet État.

Doté de la meilleure infrastructure d'un port public au Brésil, le complexe de Suape réunit en outre plus de 100 sociétés en activité et, via son projet Suape Global, vise à devenir un pôle fournisseur mondial de biens et services pour les industries pétrolière, gazière, offshore et pour la construction navale. La situation géographique de Suape est stratégique pour les entreprises du secteur pétrolier et gazier présentes sur le marché international. D'un point de vue logistique, Suape est au cœur de trois régions pétrolifères majeures de l'océan Atlantique: le sud-est du Brésil, le golfe du Mexique et l'Afrique de l'Ouest. Afin d'attirer de nouvelles entreprises, Suape bénéficie d'une politique différenciée de mesures d'incitation fiscale. Les réductions d'impôts atteignent 75 %. D'autres mesures d'incitation ont été adoptées au niveau fédéral, étatique ou municipal, en faveur des entreprises du monde entier qui choisissent de s'implanter dans le complexe portuaire.

3.2. Rencontre avec les responsables de la Fondation Abrinq - Save the Children

Le GT a visité le siège régional de la fondation Abrinq - Save the Children, à Recife. M^{me} Daniela **Florio**, directrice régionale, a expliqué les objectifs de la fondation. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif qui œuvre d'une manière générale à la défense des droits des enfants et des adolescents. Cette structure pionnière est devenue la plus grande du Brésil. La fondation exerce ses activités moyennant des partenariats locaux avec les pouvoirs publics, des organisations sociales, des entreprises et des collectivités, en vue d'élaborer des

programmes et des projets qui améliorent la qualité de vie des enfants et des adolescents et encouragent le respect de leurs droits.

Le stade de développement atteint par la fondation l'a conduite à s'associer à "Save the Children", l'organisation non gouvernementale la plus grande et la plus ancienne au monde dans le domaine de la défense des droits des enfants et adolescents; cette association ayant comporté des avantages pour toutes les parties concernées. Depuis 1919, "Save the Children" se consacre à la fois à la fourniture d'une aide humanitaire d'urgence et au développement à long terme, par l'intermédiaire du parrainage d'enfants. Ce parrainage humanitaire consiste à pourvoir aux besoins de l'enfant, en lui permettant de continuer de vivre au sein de sa famille, dans son pays et au contact de sa culture.

La fondation Abrinq - Save the Children poursuit trois objectifs:

- sensibiliser les gouvernements, les organisations de la société civile et les entreprises à s'intéresser de plus près aux problèmes qui concernent les enfants et les adolescents au Brésil;
- protéger les enfants et les adolescents dont les droits sont bafoués, qui connaissent des situations à risque, sont victimes du travail des enfants ou subissent différentes formes de violence;
- faciliter l'accès à l'éducation, à la santé, à la culture, aux loisirs, à la formation professionnelle et aux outils numériques.

Au cours des 22 dernières années, la fondation Abrinq - Save the Children est venue en aide à 7 078 844 enfants et adolescents au Brésil. Le projet de la fondation Abrinq, intitulé "Enfant avec tous ses droits", a reçu le soutien de l'Union européenne. Ce projet a pour but d'aider 50 400 enfants de zéro à cinq ans qui vivent dans le Nordeste brésilien ou dans l'Altiplano péruvien dans des conditions de pauvreté et d'exclusion.

3.3. Visite des installations de FUNASE

L'assistance aux enfants et aux adolescents en situation de vulnérabilité personnelle et sociale dans l'État du Pernambouc trouve ses racines dans le Service social des mineurs. La Fondation pour l'accueil socio-éducatif des mineurs (FUNASE) a été créée en décembre 2008 dans le but de matérialiser les progrès de la législation étatique et contribuer à une véritable citoyenneté pour les adolescents en conflit avec la loi. Elle a pour but de promouvoir, au niveau étatique, une politique d'accueil des adolescents impliqués dans des infractions entraînant la privation ou la restriction de la liberté, ou qui en sont les auteurs, afin de garantir leur droits fondamentaux par l'intermédiaire d'actions coordonnées avec d'autres institutions publiques et la société civile organisée, conformément aux dispositions du statut de l'enfant et de l'adolescent.

Le GT de la DMER a terminé sa visite dans l'État du Pernambouc en se rendant dans l'un des huit centres d'accueil de la FUNASE dans cet État. Il s'agissait du centre d'accueil socioéducatif (CASE) Jaboatão dos Guararapes, qui accueille des mineurs âgés de 12 à 14 ans, de sexe masculin.

IV PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les relations bilatérales entre l'Union européenne et le Brésil et les négociations relatives à l'AA UE-Mercosur ont dominé le programme des rencontres cordiales entre le GT de la DMER et ses homologues brésiliens. Concernant les relations bilatérales, il convient de souligner l'importance du partenariat stratégique, en tant qu'instrument permettant de rapprocher deux acteurs influents d'un monde multipolaire, qui possèdent un héritage historique et culturel commun et partagent les mêmes principes et valeurs.

Pendant les rencontres, les membres du GT ont insisté sur la nécessité d'avancer dans les négociations concernant l'AA pour parvenir à un accord équilibré et ambitieux respectant le principe de réciprocité, ainsi que l'a recommandé le Sommet de la UE-CELAC de Santiago de Chile en janvier 2013, qui a invité les parties à procéder à l'échange d'offres avant fin 2013. L'Union européenne est consciente de l'importance politique et économique du Brésil, acteur majeur sur la scène internationale, du Mercosur et de ses États Membres, ainsi que de sa propre situation dans le contexte mondial. Dans ce sens, elle considère comme primordial le rôle de chef de file joué par le Brésil au sein du bloc.

Dans un monde globalisé, il est plus que jamais nécessaire que les différents groupes régionaux puissent constituer des alliances bi-régionales qui permettront de faire face avec succès aux défis posés actuellement aux peuples. Il faut tenir également en considération que l'UE a entamé des négociations avec les États-Unis, dont le but est la signature d'un accord portant sur le libre-échange et les investissements, mais également avec le Canada, le Japon, Singapour, etc. Il serait dommage que l'Union établisse des accords de libre-échange avec tout le continent américain à l'exception du Mercosur, d'autant plus que cet accord serait bénéfique pour les deux parties.

Dans ce contexte, les membres du GT ont apprécié le fait que le Brésil a déjà arrêté sa proposition d'échange d'offres dans le cadre des négociations en cours relatives à l'accord d'association. La proposition européenne sera connue très prochainement. Le GT se réjouit de l'attitude favorable des autorités brésiliennes vis-à-vis de l'AA, signe encourageant d'un consensus imminent.

Le GT remercie pour l'excellente coopération et la disponibilité dont ont fait preuve l'ambassade du Brésil à Bruxelles, ainsi que la délégation de l'Union à Brasilia. Les membres du GT expriment également leur gratitude pour le splendide accueil qui leur a été réservé par les autorités brésiliennes, aussi bien à Brasilia qu'au Pernambouc, et qui a contribué de manière décisive au succès de la visite.



Visite d'un groupe de travail au Brésil du 27 au 31 octobre 2013

Programme à Brasília/Recife

version finale

Dimanche, le 27 octobre 2013

Brasília

Arrivée de la délégation du Parlement européen à l'aéroport international Juscelino Kubitschek de Brasilia et transfert à l'hôtel

Meliá Brasil 21

SHS Quadra 6 - Bl. B, D e F- Asa Sul

70.316-000, Brasilia

Tél.: (+55) 61 3218 4700

Fax: (+55) 61 3218-4705

Lundi, le 28 octobre 2013

Brasília

8h45 Départ de l'Hôtel Mélia Brasil 21 vers la Délégation de l'Union européenne

9h00 - 10h00 Réunion avec la **Chef** de la Délégation de l'Union européenne et les **Ambassadeurs des États membres**

Lieu: Délégation de l'Union européenne
SHIS Q1 07 Bloco A - Lago Sul – Brasilia
71615-205 - Brésil
Tél. (+55) 61 2104 3122

10h00 - 11h00 Réunion avec **représentants du monde académique**

Lieu: Délégation de l'Union européenne
SHIS QI 07 Bloco A - Lago Sul – Brasília
71615-205 - Brésil
Tél. (+55) 61 2104 3122

11h00 - 12h00 Rencontre avec des **représentants de la société civile**

Lieu: Délégation de l'Union européenne
SHIS QI 07 Bloco A - Lago Sul – Brasília
71615-205 - Brésil
Tél. (+55) 61 2104 3122

12h15 - 12h45 Visite de l'exposition: "**Serra da Capivara: les brésiliens d'il y a 50 mille ans**"

Lieu: Espaço Israel Pinheiro
Praça dos Três Poderes

13h00 - 15h00 Déjeuner

Confédération nationale de l'industrie - Brésil (CNI) et APEX-Brésil (Agence brésilienne de promotion des exportations et des investissements)

Restaurante Aquinos - Edifício de la CNI - S1

Confederação Nacional da Indústria - CNI

Unidade de Comércio Exterior - COMEX

SBN Quadra 01, Bloco C, 12º andar

70.040-903 - Brasília/DF - Brasil

Tel. (+55 61) 3317-8854

15h30 - 17h00 Rencontre avec les **représentants de la presse nationale** à la Délégation de l'Union européenne

18h00 - 19h00 Retour à l'hôtel Mélia

19h00 Réception à l'Ambassade de la **République tchèque** à l'occasion de la fête nationale

Lieu: Avenida das Nações
SES 805 Lote 21A Via L3 Sul, Asa Sul
70200-901 - Brasília - DF Brazil
+55 61 3242 7785 / +55 61 3242 7905
+55 61 3248 2053

09h45 Réunion avec **S.E. Ambassadeur Carlos Antonio Paranhos**, Secrétaire-Général Adjoint pour des affaires politiques, Ministère des affaires étrangères

Lieu: Palácio Itamaraty
Esplanada dos Ministérios
Bloco H -Brasília/DF - Brasil - CEP 70.170-900
Phone: +55 61 2030-8721

10h45 Réunion avec **S.E. Ambassadeur Rubens Gama**, Secrétaire des Affaires Internationales, Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur (MDIC)

Lieu: Esplanada dos Ministérios Bloco J
Brasília - DF, 70053-900, Brazil
Phone: +55 61 2027-7000

12h00 Déjeuner de travail présidé par **M. Sebastião Bala Rocha**, Président du Groupe d'amitié parlementaire Brésil-Union européenne

Lieu: Palácio do Congresso Nacional
Praça dos Três Poderes - Brasília - DF - CEP 70160-900
Phone: +55 (61) 3216-0000

14h00 Rencontres avec la **Sénatrice Ana Amélia Lemos** et autres membres de la **Commission des Relations extérieures et de la Sécurité nationale du Sénat** (lieu salle plénière du Sénat)

Lieu: Palácio do Congresso Nacional
Praça dos Três Poderes - Brasília - DF - CEP 70160-900
Phone: +55 (61) 3216-0000

15h00 Rencontre avec **M. Nelson Pellegrino**, Président de la **Commission des Relations extérieures et de la Sécurité de la Chambre des Députés**

Lieu: Palácio do Congresso Nacional
Praça dos Três Poderes - Brasília - DF - CEP 70160-900
Phone: +55 (61) 3216-0000

18h00 Rencontre du Président du groupe de travail avec des **représentants de la presse internationale** à la Délégation de l'Union européenne

19h00 Départ à l'aéroport

20.53-22.23 Vol JJ3546 à Recife et transfert à

l'Hôtel Atlante Plaza
Avenida Boa Viagem, 5426
Boa Viagem, Recife, CEP 51030-000
Tél:+55 81 3302-3333

- 08h30** Départ de l'hôtel à **Ipojuca**
(60 km au sud de Recife)
- 10h00** **Visite des installations portuaires SUAPE**
*Av. Portuária, s/n, Rod PE 60, KM 10, Engenho Massangana,
Ipojuca - PE, 55590-000*
- 12h30** Passage à l'hôtel Atlante Plaza
- 12h45** Déjeuner (Recife)
- 14h30** Rencontres avec **MM. Gustavo Couto**, secrétaire exécutif chargé de l'articulation internationale de la mairie de Recife et **Rodolfo Ramires**, secrétaire exécutif chargé des relations internationales de l'État du Pernambouc

*Centro de Convenções (sede provisória)
Av. Agamenon Magalhães, 200 - Salgadinho - CEP 53110-710 - Olinda - Pernambuco - Brasil
Phone: +55 81 3121-2100 / +55 81 3121-2101*
- 17h00** Visite au Centre d'Artisanat d'Olinda (**projet social**)
- 18h30** Rencontre avec la presse (Journal de Commerce)

Lieu: l'Hôtel Atlante Plaza

09h30 Visite à la **Fondation Abrinq - Save the children**

*Escritório Pernambuco:
Rua Ernesto Paula Santos, 1260, - 4º andar
Boa Viagem 51021-330
Recife - PE 55 81 3033-1282*

11h00 Rencontres avec:
M. Guilherme Uchoa, Président de l'Assemblée législative de l'État de Pernambuco (à confirmer)

*Rua da União, 439, Boa Vista,
Recife, Pernambuco,
Brasil, CEP: 50050-010*

15h00 Visite à **Funase (Fondation pour la protection sociale des mineurs)**

*Av. Rosa e Silva, 773, Aflitos, Recife, PE, CEP: 52020-220
Phone: +55 (81) 3184.5416*

**Après-midi/
soirée** Transfert à l'aéroport et retour en Europe



EUROPEAN PARLIAMENT

2009 - 2014

Delegation for relations with the Mercosur countries

**Visit of a Working Group to Brazil
28 -31 October 2013
Participants' List**



Jean-Pierre **AUDY**
President of the Delegation
PPE - France



Petru Constantin **Luhan**
PPE -Romania



Edite **Estrela**
S&D - Portugal



Wolfgang **Kreissl-Dörfler**
S&D - Germany



George Sabin **Cutaş**
S&D - Romania



Liam Aylward
ALDE - Ireland

EP Secretariat:

Mr Pedro NEVES (Administrator)

Ms Anneli KÖNIG (Administrative assistant)

Interpreters:

Mr Pascal PIGNOT

Mr Garry MULLENDER

Ms Tereza SAYEG

Ms Margarida ALVIM

French booth (team leader)

English booth

Portuguese booth

Portuguese booth

Abbreviation for Political Groups:

PPE: Group of the European People's Party (Christian Democrats)

S&D: Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats in the European Parliament

ALDE: Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe



Communiqué de Presse

Visite d'un groupe de travail au Brésil du 27 au 31 octobre 2013: perspectives pour un accord d'association Union européenne-Mercosur.

Un groupe de travail de la Délégation pour les relations avec les pays du Mercosur (DMER) du Parlement européen présidé par son deuxième Vice-président, M. Jean-Pierre AUDY (Groupe du Parti populaire européen (PPE), France), a effectué du 28 au 31 octobre 2013 une visite officielle au Brésil. Cette visite a eu comme but principal d'analyser les perspectives du futur accord d'Association Union européenne-Mercosur.

La délégation du Parlement européen, formée par les députés de différents groupes politiques et nationalités, était composée par le deuxième Vice-président, M. Jean-Pierre AUDY (PPE, France), en l'absence du Président de la DMER, M. Luis Yañez GARCIA-BARNUEVO, M. Petru Constantin LUHAN (PPE, Roumanie), Mme Edite ESTRELA (Group Socialiste (S&D), Portugal), M. Wolfgang KREISSL-DÖRFLER (S&D, Allemagne), M. George Sabin CUTAŞ (S&D, Roumanie), rapporteur permanent de l'INTA pour le Mercosur et M. Liam AYLWARD (Groupe Liberal (ALDE), Irlande).

La délégation suit avec grand intérêt l'évolution des négociations relatives au futur Accord d'association Union européenne-Mercosur. Ainsi, cette issue a été le thème dominant des différentes rencontres, ainsi que le développement du Partenariat Union européenne-Brasil.

Pendant la visite au Brésil, les membres se sont réunis avec des représentants de l'exécutif et du législatif brésiliens. Au niveau de l'Exécutif, des rencontres ont eu lieu avec M. l'Ambassadeur Carlos Antonio Paranhos, Sous-secrétaire général des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères et M. l'Ambassadeur Rubens Gama, Secrétaire des Affaires internationales au Ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (MDIC).

Le groupe de travail (GT) de la DMER a rencontré successivement les membres suivants du Congrès: M. Sebastião Bala Rocha, Président du groupe parlementaire d'amitié Brésil-l'Union européenne, la Sénatrice Ana Amélia Lemos (membre de la Commission des Affaires étrangères et de Défense nationale du Sénat) ainsi que M. Nelson Pellegrino, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense nationale de la Chambres des Députés. La visite du GT au Congrès brésilien a coïncidé avec la commémoration du 25eme

anniversaire de la Constitution brésilienne. A cette occasion, les membres du GT ont eu la possibilité de rencontrer brièvement ex-Président de la République, M. Lula da Silva.

Encore à Brasília, le GT de la DMER a également rencontré des représentants de la société civile, du monde académique, ainsi que les Ambassadeurs des Etats membres, accrédités à Brasília. Le GT de la DMER a eu un déjeuner de travail présidé par le vice-président, Carlos Abijaodi de la Confédération Nationale des Industries (CNI) qui a apporté son soutien total au traité d'association UE-Mercosur.

Les 30 et 31 octobre 2013, le GT de la DMER a également visité l'Etat de Pernambuco et la ville de Recife où il a rencontré MM. le Secrétaire exécutif de l'Articulation internationale de la Mairie, Gustavo Couto, et Rodolfo Ramirez, Secrétaire pour les relations internationales du Gouvernement de l'Etat. Vue l'absence du Gouverneur de l'Etat de Pernambuco, M. Eduardo Campos, un rendez-vous téléphonique entre celui-ci et le président du GT devrait avoir lieu dans les meilleurs délais.

Au niveau du Législatif, les membres se sont réunis avec M. Guilherme Uchoa, Président du Bureau de l'Assemblée législative de l'Etat de Pernambuco. Finalement, les membres ont visité aussi les installations portuaires et du complexe industriel Pétrochimie de SUAPE, ainsi que la Fondation Abrinq (projet subventionné par l'Union européenne relatif à la protection des enfants), la Fondation pour la Protection Sociale des Mineurs (FUNASE) et le centre de l'Artisanat d'Olinda.

Pendant les rencontres, les membres ont insisté sur la nécessité d'avancer dans les négociations visant l'Accord d'Association Union européenne-Mercosur pour avoir un accord équilibré et ambitieux respectant le principe de réciprocité ainsi que l'a recommandé le Sommet de la UE-CELAC de Santiago de Chile en janvier 2013 qui a proposé que les échanges d'offres se fasse pour la fin de cette année 2013. L'UE est consciente de l'importance politique et économique du Brésil, en particulier et plus généralement du Mercosur et des ses Etats Membres, ainsi que de sa propre situation dans le contexte mondial. Dans ce sens, elle considère primordial le "leadership" du Brésil au sein du bloc.

Dans un monde globalisé, il est plus que jamais nécessaire que les différents groupes régionaux puissent constituer des alliances bi-régionales qui permettront de faire face avec succès aux défis posés actuellement aux peuples. Il faut tenir également en considération que l'UE a entamé des négociations avec les Etats-Unis dont le but est la signature d'un accord de libre commerce et d'investissements, mais également avec le Canada, Japon, Singapour, etc. Il serait dommage que l'UE établisse des accords de libre commerce avec tout le continent américain à l'exception du Mercosur, d'autant plus que cet accord serait bénéfique pour les deux parties.

Dans ce contexte, les membres ont apprécié le fait que le Brésil ait déjà terminé sa proposition d'échange d'offres dans le cadre des négociations en cours de l'AA. La proposition européenne sera connue dans un bref délai. Le GT se réjouit de l'attitude favorable des autorités brésiliennes vis-à-vis de l'AA, signe encourageant d'un consensus imminent.

"Não devemos perder a ocasião"

Autor(es): Silvio Queiroz

Correio Braziliense - 02/11/2013

Os europeus não dizem explicitamente, mas deixam entrever que o escândalo da espionagem americana contra cidadãos e governantes do continente pode dar o empurrão que faltava para um acordo de livre comércio entre a União Europeia (UE) e o Mercosul. As primeiras notícias sobre os grampos da Agência de Segurança Nacional (NSA) dos EUA coincidiram com a abertura formal de negociações entre europeus e americanos, um momento no qual o bloco sul-americano parecia jogado para escanteio no tabuleiro mundial. Na semana passada, porém, a revelação de que até o celular da chanceler alemã, Angela Merkel, foi alvo de escuta cobriu com uma nuvem de desconfiança as relações entre os parceiros do Atlântico Norte.

"Não se pode tratar com um governo quando não se tem confiança mútua, quando se é espionado no nível de chefes de Estado", disse ao Correio o francês Jean-Pierre Audy, vice-presidente da delegação do Parlamento Europeu encarregada das relações com o Mercosul. No início desta semana, ele encabeçou uma missão de euro deputados que veio ao Brasil sondar as perspectivas para um avanço em dezembro, quando os dois blocos devem trocar ofertas para um acordo de associação.

A seguir, leia os principais trechos da entrevista.

As negociações como Mercosul finalmente vão deslançar, depois de tantos anos de paralisação?

Eu não diria que houve paralisação. Houve etapas de negociação, e entre elas houve eleições — no Brasil, na Argentina, em países da Europa. Nossa convicção, como delegação, é de que existe um destino comum para a Europa e a América Latina, e, dentro dela, o Mercosul se estrutura. A UE está mais estruturada que o Mercosul, mas não chega a ser um Estado federativo, como é o Brasil. Eu diria que o que houve foi uma aceleração dos tratados bilaterais nos quais a UE está envolvida.

Recebemos um mandato para negociar com o Canada e os Estados Unidos, que, por sua vez, negociam uma parceria transpacífico com o México e com os países asiáticos. E o Brasil não deve ficar isolado. Com o Mercosul — e com o Brasil,

que é o principal integrante do bloco, ao lado da Argentina — o que nós sugerimos é manter o diálogo e dizer que, no interesse dos nossos povos, das economias, do social, não devemos perder a ocasião. Sem precipitação, devemos evitar a qualquer preço um segundo fracasso — isso poderia ser fatal para as relações entre as nossas regiões.

O mal-estar causado com os EUA pelo escândalo da espionagem pode ter um papel nesse processo?

Nós, como a presidente Dilma Rousseff, ficamos muito incomodados. Não se pode tratar com um governo quando não se tem confiança. Não é admissível ser espionado no nível de chefes de Estado. Esse é um elemento de desconfiança que precisa ser esclarecido. Foi o que exigiram tanto os dirigentes da UE quanto a presidente. Dito isso, os líderes europeus solicitaram aos responsáveis americanos que seja firmado um acordo definindo um código de conduta sobre esse assunto. É necessário que a espionagem cesse imediatamente. Mas não é por isso que se deve paralisar tudo na economia — ela nos une, a política é que nos divide. Nós somos sensíveis aos argumentos do Brasil, mas não achamos que seja o caso de bloquear totalmente as negociações: o povo americano não é responsável pela espionagem.

No ano que vem, teremos a eleição presidencial no Brasil, em outubro, e já em maio a eleição do Parlamento Europeu. É esta a janela de oportunidade?

As negociações UE-Mercosul estão muito avançadas, estamos perto de trocar as ofertas para um acordo. A conclusão das negociações precede a redação de um tratado, que algo como ir ao tabelião. Caberá aos negociadores dos dois lados dizer se as ofertas que serão trocadas estão muito distanciadas. Caso contrário, o processo poderá ser concluído antes das eleições europeias. Mas, antes de me pronunciar, prefiro examinar as propostas e avaliar o quanto elas se distanciam. Isso é o que determinará o tempo necessário para concluir as negociações. O que eu posso dizer, com certeza, é que a nossa delegação prefere que se evite de, em nome de alguma precipitação, arriscar um fracasso. Todos os grupos políticos representados no Parlamento Europeu devem examinar as propostas, provavelmente em janeiro. Sabemos que o calendário é apertado e, embora eu mesmo tenha dito que o ritmo dos acordos comerciais bilaterais está se acelerando, queremos evitar a todo custo uma precipitação e, com isso, o fracasso desse processo.



Nota de Imprensa

Visita de deputados europeus ao Brasil: perspectivas para o Acordo de Associação União Europeia-Mercosul

Brasília, 25 de outubro de 2013

Um grupo de trabalho da Delegação do Parlamento Europeu para as relações com os países do Mercosul, chefiada pelo seu Vice-Presidente, Jean-Pierre AUDY (Partido Popular Europeu (PPE, França), realizará de 28 a 31 de outubro de 2013 uma visita oficial ao Brasil. Esta visita terá como principal objetivo analisar as perspectivas do futuro acordo de Associação União Europeia-Mercosul, atualmente em discussão.

A delegação do Parlamento Europeu, formada por deputados europeus de diferentes grupos políticos e nacionalidades, membros da Delegação do Parlamento Europeu para as Relações com os Países do Mercosul, está composta pelo Vice-Presidente, Jean-Pierre Audy (PPE), Petru Constantin Luhan (PPE, Romênia), Edite Estrela (Grupo Socialista - S&D, Portugal), Wolfgang Kreissl-Dörfler (S&D, Alemanha), George Sabin Cutas (S&D, Romênia) e Liam Aylward (Grupo Liberal - ALDE, Irlanda).

A Delegação tem seguido com grande interesse a evolução das negociações relativas ao futuro acordo de associação União Europeia-Mercosul. Assim, este tema juntamente com o desenvolvimento da Parceria Estratégica Brasil-União Europeia serão os assuntos dominantes dos encontros.

Durante a visita ao Brasil, os deputados europeus vão se reunir com representantes do Executivo e do Legislativo brasileiros. No Executivo estão previstos encontros com os Embaixadores Carlos Antonio Paranhos, Subsecretário-Geral de Assuntos Políticos do Ministério das Relações Exteriores e Rubens Gama, Secretário de Assuntos Internacionais do Ministério de Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC).

O grupo de trabalho da Delegação do Parlamento Europeu terá encontros com os deputados Nelson Pellegrino, Presidente da Comissão de Relações Exteriores e de Defesa Nacional da Câmara de Deputados, Sebastião Bala Rocha, Presidente do Grupo Parlamentar de Amizade Brasil-União

Europeia, Newton Lima, Presidente da Delegação Brasileira no Parlamento do Mercosul (Parlasur) e membros da Comissão de Relações Exteriores e de Defesa Nacional do Senado. Em Brasília, os deputados europeus terão igualmente reuniões com representantes da sociedade civil e do mundo acadêmico.

A delegação do Parlamento Europeu visitará também o estado de Pernambuco e na cidade do Recife deverá encontrar-se com o Governador Eduardo Campos, o Prefeito Geraldo Júlio e Guilherme Uchoa, Presidente da Mesa Diretiva da Assembleia Legislativa do Estado de Pernambuco. Finalmente, os deputados europeus visitarão o complexo Portuário Industrial de SUAPE, bem como a Petroquímica, a Fundação Abrinq, Fundação de Atendimento Socioeducativo (Funase) e o Centro de Artesanato de Olinda.

Durante os encontros, os deputados europeus insistirão na necessidade de concluir com êxito as negociações com vista ao acordo de associação União Europeia-Mercosul. A União Europeia está consciente da importância política e econômica crescente do Brasil no contexto mundial. Nesse sentido, a UE considera primordial o referido acordo com o Mercosul dada a liderança do Brasil no bloco. Num mundo dominado pela globalização é mais do que nunca necessário que os distintos grupos regionais constituam alianças birregionais que permitirão enfrentar com êxito os desafios que aquela implica.

Para informações adicionais, entrar em contato com:
Humberto NETTO, Assessor de Imprensa da Delegação da União Europeia no Brasil
+55 (61) 2104.3119, Humberto.netto@eeas.europa.eu